

Année de la première occupation, ou, si celle-ci n'est pas connue avec certitude, la deuxième année suivant l'année pendant laquelle la Société flamande du Logement a approuvé l'adjudication	Coefficient pour le calcul du coût actualisé du logement
1982	1.2060
1983	1.2331
1984	1.1903
1985	1.1596
1986	1.1800
1987	1.1550
1988	1.1215
1989	1.0743
1990	1.0347
1991	1.0000

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1er juillet 1992.

Bruxelles, le 14 juillet 1992.

Le Ministre communautaire de l'Environnement et Logement,
N. DE BATSELIER

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANCAISE

F 92 — 2340

26 JUIN 1992. — Décret. — Programme (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Ministère de la Culture et des Affaires sociales

Article 1er. L'Exécutif est autorisé à négocier et à conclure, au nom et pour compte des organismes mentionnés ci-après, des emprunts équivalents à la fraction de la subvention octroyée à chacun d'eux en 1992, qui, dans la notification qui, respectivement, leur est faite par l'Exécutif, est indiquée comme partie non versée. Celle-ci pour 1992, correspond à 12,11 p.c. de chaque subvention.

Ces emprunts sont garantis par la Communauté française. Les remboursements en capital, intérêts et frais résultant annuellement de ces emprunts sont à charge du budget de chacun desdits organismes; à partir de 1993, les subventions annuelles à ces organismes sont augmentées à concurrence d'un montant permettant de couvrir complètement les dépenses résultant de ces emprunts.

Les organismes d'intérêt public visés sont :

- Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF);
- Commissariat général aux Relations internationales;
- Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des Personnes handicapées;
- Office de la Naissance et de l'Enfance;
- Agence de Prévention du Sida.

Art. 2. A l'article 3 de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, est ajouté un paragraphe 7 rédigé comme suit :

« A l'intervention de l'Exécutif et dans les limites fixées par l'Exécutif, le Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés prend en charge le paiement de la prime syndicale versée aux travailleurs du secteur à partir de 1991. »

Art. 3. Dans le même arrêté, il est ajouté un article 1er *ter* rédigé comme suit :

« Le Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés prend en charge les frais des services d'aide précoce aux enfants handicapés, aux conditions fixées par le décret du Conseil de la Communauté française du 12 juillet 1990 organisant l'agrément et le subventionnement des services d'aide précoce aux enfants handicapés. »

Art. 4. L'article 4 du décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE), modifié par le décret du 12 mars 1990, est complété comme suit :

« 10° Le produit des emprunts contractés par l'Office. »

Art. 5. Pour l'année 1992, le produit d'un emprunt d'une durée de dix ans et d'un montant de 100 millions dont les charges en intérêts et amortissements sont couverts par le budget de l'Office de la Naissance et de l'Enfance moyennant adaptation à partir de 1993 de la subvention lui octroyée de manière à compenser intégralement les charges précitées, est affecté aux charges d'arriérés résultant de l'affiliation de l'Office de la Naissance et de l'Enfance au régime de pensions réglé par la loi du 28 avril 1958, relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit.

Art. 6. L'article 20, § 5, du décret du 30 mars 1983 portant la création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE), modifié par le décret du 12 mars 1990, est remplacé par la disposition suivante :

« § 5. Sous réserve d'approbation par l'Exécutif, le conseil d'administration affecte le bénéfice net de l'exercice :

1° aux réserves spéciales à concurrence des revenus des fonds ayant reçu une affectation particulière par une donation, un legs ou une fondation;

2° à l'apurement des déficits antérieurs;

3° au report à l'exercice suivant. »

(1) Session extraordinaire 1992.

Documents du Conseil. — Nos 39 - n° 1 : Projet de décret; n° 2 : Rapport; nos 3 et 4 : Amendements.

Art. 7. L'article 1er, § 1er, du décret du 19 juin 1989 organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et services à domicile est remplacé par la disposition suivante :

« Les personnes de droit public et les associations sans but lucratif, qui ont pour objet de coordonner des soins et services à domicile dispensés aux personnes privées d'autonomie, peuvent être agréées, à leur demande, par l'Exécutif de la Communauté française, en qualité de « Centres de coordination de soins et de services à domicile », ci-après dénommés les « Centres agréés », si elles satisfont aux conditions fixées par le décret ou en vertu de celui-ci.

L'Exécutif de la Communauté française impose, dans les limites des moyens budgétaires disponibles et selon des critères généraux qu'il détermine, une programmation relative au nombre de centres de coordination à agréer.

Les centres de coordination agréés exercent cette mission de façon exclusive ou en dispensant conjointement des soins ou des services à domicile. »

Art. 8. Dans l'article 3, § 1er, de la loi du 22 mars 1971 octroyant des subsides pour la construction de maisons de repos pour personnes âgées, modifié par la loi du 15 juillet 1976, le mot « maximum » est inséré entre les mots « 60 p.c. » et « du coût des travaux, fournitures et prestations ».

Art. 9. Un article 2 bis, rédigé comme suit, est inséré dans le décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées :

« Article 2 bis. Tout projet d'ouverture ou d'extension d'établissement visé à l'article 1er doit avoir obtenu de l'Exécutif un accord de principe. Les modalités d'octroi de cet accord de principe sont fixées par l'Exécutif. »

Art. 10. Un article 14 bis, rédigé comme suit, est inséré dans le décret du 18 juin 1990 de délégation de compétences à la Commission communautaire française :

« Article 14 bis. La liquidation des dotations et subventions à la Commission peut faire l'objet d'ouvertures de crédit, dans la limite des crédits budgétaires. »

Art. 11. Un article 20 bis, rédigé comme suit, est inséré dans le décret du 12 décembre 1977 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) :

« Article 20 bis. L'Exécutif peut garantir, à concurrence de 3 milliards de francs, les emprunts contractés par l'Institut dans le cadre de son programme pluriannuel d'investissement. »

Art. 12. L'article 20, § 1er, 1^o, deuxième phrase, du décret du 12 décembre 1977 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF), tel que modifié par le décret du 4 juillet 1989, n'est pas d'application, pour 1992, au montant des crédits affectés au service public de radio-télévision.

Art. 13. L'article 37 bis du décret sur l'audiovisuel du 17 juillet 1987 modifié par l'article 52 du décret du 19 juillet 1991 est remplacé par la disposition suivante :

« L'Exécutif peut autoriser la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) et les organismes de radiodiffusion visés par le présent décret à établir et faire fonctionner une station ou un réseau de radiocommunication dans un but de radiodiffusion, ou à recevoir, à des fins de radiodiffusion, des signaux transmis via des satellites, par onde hertzienne, par câble ou par liaison téléphonique.

L'Exécutif arrête les modalités de l'octroi, de la suspension et du retrait de l'autorisation. »

Art. 14. Pour l'année 1992, l'Exécutif peut appliquer l'alinéa 2 de l'article 28, § 1er, 8^o, du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel tel que modifié par l'article 40 du décret du 19 juillet 1991, sans l'avis préalable de la Commission d'éthique de la publicité.

Art. 15. L'Exécutif est autorisé à garantir l'exécution des obligations financières résultant d'emprunts contractés par les organismes et entreprises œuvrant dans les secteurs culturels de l'audiovisuel, du cinéma, de la musique, du livre et du théâtre, en vue de la réalisation de projets particuliers.

Le taux de garantie s'applique à l'encours en capital du crédit. Il est au maximum de 75 p.c. et est fonction de l'analyse du risque.

L'Exécutif fixe, par type de crédit et par secteur d'activité, le plafond de cette garantie, les taux d'intérêt maximums pris en considération et, le cas échéant, le pourcentage d'une « Commission d'intervention » au profit de la Communauté. Il détermine les moyens budgétaires destinés à servir de « fonds de garantie » et, dans un but de sécurité financière, fixe le rapport, qui ne peut être dépassé, entre le montant de ce fonds et le montant de l'encours des crédits garantis.

Art. 16. § 1er. L'Exécutif peut, dans la limite des crédits budgétaires, accorder aux provinces et communes et à la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale des subventions pour les travaux d'équipements et d'aménagements destinés à favoriser le développement de la Culture.

§ 2. Le coût estimé des travaux visés au paragraphe 1er ne peut excéder deux millions de francs hors TVA. Cette somme est liée à l'indice des prix à la consommation, l'indice de départ étant celui du mois de la publication au *Moniteur belge* du présent décret.

L'Exécutif peut fixer un plafond au montant total des dépenses subsidiées relatives à un travail déterminé.

§ 3. Le montant de la subvention visée au § 1er est égal à 50 p.c. du coût des travaux admis à la subvention.

Art. 17. L'arrêté de l'Exécutif du 22 février 1974 relatif à l'intervention de la Communauté française en matière de subsides pour l'exécution de travaux d'infrastructure culturelle et sportive exécutée par les provinces, communes, association de communes et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 19 septembre 1991, est confirmé.

A l'article 2, a), du même arrêté, modifié par l'arrêté du 19 septembre 1991, les mots « des cinémas, des médiathèques de la Communauté française » sont insérés entre les mots « les musées » et les mots « et des télévisions ».

CHAPITRE II. — Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation

Art. 18. L'article 4 de la loi du 22 juin 1984 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat est remplacé par la disposition suivante :

« Article 4. Nul ne peut être nommé à une fonction de recrutement :

1^o s'il n'est pas Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de la Communauté européenne, sauf dérogation accordée par l'Exécutif;

2^o s'il ne possède un titre en rapport avec la fonction;

3^o s'il n'a pas accompli un stage dont la durée est fixée par l'Exécutif. »

Art. 19. A l'article 28 de la loi du 29 mai 1959, modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, le point 1^o est remplacé par :

« 1^o Qui sont Belges ou ressortissants d'un autre Etat membre de la Communauté européenne, sauf dérogation accordée par l'Exécutif. »

Art. 20. Par dérogation à l'article 32, § 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, le montant des subventions de fonctionnement accordé par élève régulier est fixé pour l'année scolaire 1991-1992, au montant accordé pour l'année scolaire 1988-1989, tel qu'il a été établi sur base de l'article 7 de la loi du 1er août 1988 portant des mesures urgentes en matière d'enseignement, augmenté de 2,5 p.c.

Par dérogation à l'article 52, c et d, de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux, le montant des subventions est fixé pour l'année scolaire 1991-1992 au montant accordé pour l'année scolaire 1988-1989, tel qu'il a été établi sur base de l'article 10 de la loi du 1er août 1988 portant des mesures urgentes en matière d'enseignement, augmenté de 2,5 p.c.

Les crédits de fonctionnement des écoles et des institutions d'enseignement de la Communauté française autres qu'universitaires sont augmentés de 2,5 p.c. pour l'année scolaire 1991-1992.

Art. 21. Le coût forfaitaire par étudiant dans les orientations d'études mentionnées par la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires est fixé, pour 1992, au coût forfaitaire de 1991 augmenté de 2,5 p.c.

Art. 22. Ne sont pas applicables aux opérations visées à l'article 5 de l'arrêté de l'Exécutif du 18 novembre 1991 relatif aux investissements universitaires, ainsi qu'aux ventes de biens immeubles et cessions de droits réels sur ceux-ci :

1° la loi du 22 avril 1958 portant création d'un fonds de constructions scolaires et parascolaires de l'Etat et portant certaines mesures relatives aux installations immobilières dans les institutions universitaires totalement ou partiellement financées aux frais de l'Etat;

2° la loi du 2 août 1960 relative à l'intervention de l'Etat dans le financement des universités libres et de diverses institutions d'enseignement supérieur et de recherche scientifique.

Art. 23. Sont abrogées, dans la loi du 24 juillet 1969 relative au financement de l'acquisition de terrains par l'Université libre de Bruxelles et par l'Université Catholique de Louvain :

1° l'article 3, modifié par les décrets du 24 décembre 1990;

2° l'article 4, modifié par l'arrêté royal du 18 avril 1977 et par les décrets du 24 décembre 1990;

3° l'article 5.

Art. 24. La présente disposition s'applique :

— aux membres du personnel visés par les lois sur l'enseignement primaire coordonnées par l'arrêté royal du 20 août 1957, visé à l'article 79, par la loi du 1er avril 1960 sur les Offices d'orientation scolaire et les Centres psycho-médico-sociaux telle que modifiée, par la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat ainsi qu'aux membres du personnel scientifique des établissements universitaires;

— aux membres du personnel visés par la loi du 1er avril 1960 sur les Offices d'orientation scolaire et professionnelle et les Centres psycho-médico-sociaux telle que modifiée par l'arrêté royal n° 467 du 1er octobre 1986;

— au personnel bénéficiant d'une subvention-traitement ou subvention-traitement d'attente en vertu de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 26;

— aux membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service de l'enseignement de la Communauté française visés par la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, ainsi qu'aux membres du personnel administratif, technique et ouvrier des institutions universitaires auxquelles s'applique la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires;

— aux membres du personnel académique des établissements universitaires.

L'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public cesse d'être d'application au personnel visé au § 1er, pour la durée de l'année 1992.

Dans les conditions analogues à celles organisant l'octroi de la prime de fin d'année telles que prévues à l'arrêté royal du 23 octobre 1979 précité, il est accordé aux membres du personnel susvisé un nombre maximum de 180 titres-repas d'une valeur de 144 francs minimum pour une fonction à temps plein, le bénéficiaire prenant en charge un montant de 44 francs.

Cette disposition produit ses effets pour une durée d'un an à partir du 1er janvier 1992.

Art. 25. L'article 2 de l'arrêté royal n° 471 du 24 octobre 1986 visant à limiter le nombre de congés pour mission accordés aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux, est abrogé.

Art. 26. Dans l'article 83, alinéa 1er, de la loi du 31 juillet 1984 de redressement, modifié par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986, les mots « les centres de formation et les centres techniques » sont insérés entre les mots « homes d'accueil » et « sont ».

Art. 27. Le premier paragraphe de l'article 59 de la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 1er: Un droit d'inscription spécifique est exigé pour les élèves et les étudiants qui ne sont pas soumis à l'obligation scolaire et qui ne sont pas ressortissants des Etats membres des Communautés européennes et dont les parents ou le tuteur légal non belges ne résident pas en Belgique. »

Art. 28. Le montant des droits d'inscription spécifiques visés à l'article précédent, est versé à l'article 16.01 du budget des recettes de la Communauté.

Art. 29. Le second alinéa de l'article 2 du décret du 12 juillet 1990 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le montant de ce droit est versé à l'article 16.01 du budget des recettes de la Communauté française. »

Art. 30. L'article 12 du décret visé à l'article précédent est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 12. — Les recettes résultant de la perception de droits d'inscription, d'équivalence de titres étrangers aux titres belges ou d'homologation de diplômes sont versées à l'article 16.01 du budget des recettes de la Communauté française. »

Art. 31. L'article 3 du décret du 18 décembre 1984 organisant l'enseignement à distance de la Communauté française est remplacé par la disposition suivante :

« Les cours de la Communauté française donnent lieu à un droit d'inscription.

Les diverses modalités de ce droit d'inscription sont fixées par l'Exécutif.

Une redevance, dont le montant est arrêté par l'Exécutif, pourra être perçue pour la fourniture de feuilles de devoirs, d'enveloppes et l'usage de tout matériel audiovisuel et autre. »

Art. 32. Pour l'année scolaire 1992-1993, ne sont pas d'application les dispositions de l'article 13 de l'arrêté royal n° 460 du 17 septembre 1986 établissant les plans de rationalisation et de programmation de l'enseignement supérieur de type court et modifiant la législation relative à l'organisation de l'enseignement supérieur de type long, ni celles de l'article 17, § 5, de la loi du 18 février 1977 telles que modifiées par l'article 17 de l'arrêté royal n° 460 précité.

Pour l'année scolaire 1992-1993, le remplacement d'une section d'enseignement supérieur de type court visé à l'article 14 de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur ne peut se faire que pour des sections organisées par le pouvoir organisateur en 1991-1992, sur avis favorable du Conseil permanent de l'enseignement supérieur et après accord de l'Exécutif.

Art. 33. § 1er. Pour l'année scolaire 1992-1993, et sauf dérogation accordée par l'Exécutif, toute création d'option dans un établissement d'enseignement secondaire de type 1 sera soumise aux conditions suivantes :

1° satisfaisant aux règles de programmation fixées à l'article 39 de l'arrêté royal du 30 mars 1982 relatif aux centres d'enseignement secondaire et fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement secondaire de plein exercice;

2° satisfaisant à la norme de création fixée aux articles 4 à 8 de l'arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 relatif entre autres aux normes de création et de maintien dans l'enseignement secondaire de type 1;

3° satisfaisant, en outre, dans l'année d'études où débute l'organisation de l'option, aux exigences reprises ci-après :

— toute création d'une option de base simple doit être compensée par la suppression simultanée d'une autre option de base simple organisée au même niveau;

— toute création d'une option de base groupée doit être compensée par la suppression simultanée d'une autre option de base groupée organisée au même niveau;

— toute création d'une option complémentaire doit être compensée par la suppression simultanée d'une autre option complémentaire ou d'une option de base.

Le suppression parallèle d'une option au même niveau peut se faire :

— dans l'établissement où s'ouvre la nouvelle option;

— dans l'un des autres établissements que le pouvoir organisateur organise sur le territoire de la même commune;

— dans l'un des autres établissements du centre d'enseignement secondaire appartenant au même réseau que l'établissement qui crée l'option nouvelle.

Par dérogation au point 3 ci-dessus, toute option de la 5e année du 3e degré qui constitue la seule possibilité de poursuivre dans le même établissement ou dans le même centre d'enseignement secondaire une formation entamée au 2e degré est autorisée, sans compensation, pour autant qu'elle satisfasse aux conditions fixées au point 1 susvisé.

§ 2. La création d'une nouvelle option en 5e année de spécialisation ou de perfectionnement de l'enseignement technique et/ou professionnel, ainsi que les 7e années de l'enseignement secondaire, général et technique, est soumise aux règles fixées aux points 1°, 2° et 3°, du § 1er.

Toutefois, la poursuite des études dans une 5e année de perfectionnement ou de spécialisation est néanmoins autorisée sans restriction dans les orientations d'études où le seul certificat de qualification sanctionnant le 2e degré est délivré au terme de la 5e année.

De même, la poursuite des études dans une 7e année de l'enseignement professionnel conduisant à l'obtention du certificat de l'enseignement secondaire supérieur est autorisée sans autre restriction que celle visée au § 1er, 1° et 2°. D'autre part, si une ou plusieurs 7e professionnelles de ce type existent déjà dans l'établissement, une nouvelle 7e du même type ne pourra, en outre, être ouverte qu'à la condition que deux tiers au moins des cours soient organisés en commun avec une autre année d'études.

Art. 34. L'article 39 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, tel que modifié par l'arrêté royal n° 434 du 5 août 1986 et par les décrets de la Communauté française du 12 juillet 1990 et du 19 juillet 1991, est remplacé par la disposition suivante :

§ 1er. Le montant annuel du droit d'inscription au rôle est fixé à 350 francs.

§ 2. Le montant du droit d'inscription aux cours pour une année d'études ainsi qu'à l'épreuve d'un doctorat comprenant la présentation d'une dissertation ou d'une agrégation de l'enseignement supérieur, est fixé à vingt-deux mille francs.

Il est fixé à six mille cent francs pour l'inscription à une agrégation de l'enseignement secondaire supérieur ou à une épreuve complémentaire.

Ces montants sont ramenés respectivement à deux mille francs et à six cent cinquante francs s'il s'agit d'un étudiant bénéficiant d'une allocation octroyée par le service d'allocations d'études de la Communauté française en vertu de la loi du 19 juillet 1971 relative à l'octroi d'allocations et de prêts d'études et du décret du 7 novembre 1983 réglant pour la Communauté française les allocations et les prêts d'études coordonné le 7 novembre 1983 ou d'un étudiant titulaire d'une attestation de boursier délivrée par l'administration générale de la coopération au développement.

§ 3. Le montant du droit d'inscription aux examens d'épreuve est fixé à mille francs.

Ce montant est ramené à trois cents francs s'il s'agit d'un étudiant boursier au sens de l'alinéa 3 du § 2 de cet article.

§ 4. Les montants visés aux §§ 1er, 2 et 3, du présent article sont liés à l'indice des prix à la consommation, selon la formule suivante :

$$\frac{\text{Montant de base} \times \text{indice du mois de novembre précédant l'ouverture de l'année académique concernée}}{\text{Indice de novembre 1991}}$$

Ces montants sont arrondis à la cinquantaine inférieure.

§ 5. Les institutions universitaires sont autorisées à percevoir un droit sur la délivrance des originaux ou des copies des diplômes, certificats ou attestations de quelque nature que ce soit.

§ 6. Le produit de ces droits est attribué au patrimoine non affecté des institutions universitaires.

Art. 35. Les §§ 2, *2bis*, *2ter* et *2quater* de l'article 12 de la loi du 29 mai 1959, modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, modifiés par les décrets de la Communauté française du 12 juillet 1990 et du 19 juillet 1991, partiellement annulés par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 33/92 du 7 mai 1992 sont remplacés par les dispositions suivantes :

* § 2. Un minerval est imposé aux étudiants des établissements d'enseignement supérieur de plein exercice de type court, de type long et des deuxième et troisième degrés, dans les Conservatoires royaux de musique, organisés ou subventionnés par la Communauté française ainsi qu'à l'Institut de musique et de pédagogie musicale de Namur.

L'Exécutif fixe le montant de ce minerval :

1° dans l'enseignement supérieur de type court, l'enseignement du deuxième degré, dans les Conservatoires royaux de musique et à l'Institut de musique et de pédagogie musicale de Namur, entre cinq mille et six mille cinq cents francs;

2° dans l'enseignement supérieur du troisième degré, entre sept mille cinq cents francs et neuf mille sept cent cinquante francs;

3° dans l'enseignement supérieur de type long, entre dix mille et quinze mille francs;

4° à deux mille francs pour l'inscription à une agrégation de l'enseignement secondaire supérieur ou à une épreuve complémentaire.

En ce qui concerne les étudiants bénéficiant d'une allocation octroyée par le service d'allocations d'études de la Communauté française en vertu de la loi du 19 juillet 1971 relative à l'octroi d'allocations et de prêts d'études et du décret du 7 novembre 1983 réglant pour la Communauté française les allocations et les prêts d'études coordonné le 7 novembre 1983, ainsi que les étudiants titulaires d'une attestation de boursier délivrée par l'administration générale de la Coopération au Développement, ces montants sont ramenés respectivement à mille francs dans l'enseignement supérieur de type court, l'enseignement du deuxième degré, dans les Conservatoires royaux de musique ainsi qu'à l'IMEP, et à mille cinq cents francs dans l'enseignement supérieur du troisième degré et dans l'enseignement supérieur de type long.

Les montants visés au présent paragraphe sont liés à l'indice des prix à la consommation, selon la formule suivante :

$$\frac{\text{Montant de base} \times \text{indice du mois de novembre précédant l'ouverture de l'année académique concernée}}{\text{Indice de novembre 1991}}$$

L'Exécutif fixe le mode de recouvrement du minerval.

§ *2bis*. Les subventions de fonctionnement des établissements de l'enseignement supérieur de plein exercice de type court et du troisième degré subventionné par la Communauté française sont diminués, à concurrence du montant perçu au titre du minerval fixé au § 2.

§ *2ter*. Les montants perçus au titre de minerval visés au § 2 perçus par les institutions de type long de plein exercice organisés ou subventionnés par la Communauté française, sont versés, en partie, dans le patrimoine de l'institution et sont, entre autres, destinés au service social.

L'Exécutif fixe la partie versée au patrimoine de l'institution. Cette partie doit représenter au moins 50 p.c. du montant perçu au titre de minerval par l'institution.

§ *2quater*. Les étudiants dont le minerval imposé au § 2 n'a pas été payé au plus tard le 1^{er} décembre de l'année académique en cours, n'entrent pas en ligne de compte pour le financement.

§ *2quinquies*. Les articles 1^{er} et 2 de l'arrêt de l'Exécutif de la Communauté française du 13 août 1990 fixant le montant minimum et les conditions d'exonération du minerval imposé par l'article 12, § 2, de la loi du 29 mai 1959 sont abrogés. »

Art. 36. L'article 6, § 1^{er}, du décret du 12 juillet 1990 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement complétant l'article 12, § 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, est remplacé par la disposition suivante :

* Le montant du droit d'inscription dans l'enseignement de promotion sociale, visé à l'article 12, § 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, est fixé par année scolaire de la manière suivante :

— dans l'enseignement secondaire de promotion sociale, 12 francs par période de 50 minutes de cours jusqu'à la 150^e période et 5 francs au-delà de 150 périodes avec un minimum de 1 500 francs et un maximum de 5 000 francs;

— dans les enseignements supérieur de promotion sociale, 15 francs par période de 50 minutes de cours jusqu'à la 150^e période et 8 francs au-delà de 150 périodes avec un minimum de 2 000 francs et un maximum de 6 000 francs;

— dans les enseignements secondaire et supérieur de promotion sociale, 30 francs par période de 50 minutes de cours avec un minimum de 3 000 francs et un maximum de 7 000 francs dans les sections, formations ou unités de formations à caractère occupationnel. »

Art. 37. Dans l'article 7 du décret du 12 juillet 1990 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement complétant l'article 12, § 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, les mots « décidée par l'Exécutif de la Communauté française » sont remplacés par les mots « ventilée entre les articles budgétaires destinés aux paiements des crédits ou subventions de fonctionnement, par délibération de l'Exécutif, et régularisée lors du feuillet d'ajustement budgétaire ».

Art. 38. À l'article 12, § 3 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, les mots « les personnes inscrites dans les formations dont la durée n'atteint pas 40 périodes par année » sont supprimés.

CHAPITRE III. — Dispositions relatives aux bâtiments scolaires

Art. 39. Par dérogation à l'article 5, § 4, du décret du 5 février 1990, relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non-universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, la dotation du Fonds budgétaire des bâtiments scolaires de la Communauté française s'élève, pour 1992, à 1 260 millions de francs.

Par dérogation à l'article 8, § 3, b, du même décret, la dotation du Fonds des Bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné s'élève, pour 1992, à 440 millions de francs.

Art. 40. L'article 5 du même décret est complété par les deux paragraphes suivants :

« § 7. Dans le cadre de la gestion énergétique des bâtiments scolaires qui participent à des missions définies au § 5, l'Exécutif est habilité à recourir à des tiers investisseurs et à fixer les modalités de transferts financiers entre les établissements scolaires concernés et le fonds budgétaire.

§ 8. Le fonds budgétaire établit son budget, ventilant l'ensemble de ses recettes et de ses dépenses. Ce budget est soumis à l'approbation préalable de l'Exécutif. »

Art. 41. Durant l'année 1992, par dérogation à l'article 5, § 4, point 2, du même décret, le produit des aliénations peut être versé à l'article 76.01 du budget des recettes de la Communauté, sur décision de l'Exécutif.

Cette dérogation continue à s'appliquer aux aliénations d'immeubles décidées durant l'année 1992 et non encore réalisées au 31 décembre 1992.

Art. 42. L'article 8 du même décret est complété par le paragraphe suivant :

« § 7. Le Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné établit son budget, ventilant l'ensemble de ses recettes et de ses dépenses.

Ce budget est soumis à l'approbation préalable de l'Exécutif. »

Art. 43. Par dérogation à l'article 11, § 4, du même décret, le montant maximum des emprunts qui peuvent être garantis pour le réseau libre s'élève à 830 millions pour l'année 1992 et à 970 millions pour l'année 1993.

Art. 44. L'article 8, § 5, 2° du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non-universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française est remplacé par la disposition suivante :

« 2° recruter le personnel nécessaire dans les limites du cadre et conformément aux règles statutaires qui doivent assurer entre le personnel du service de l'Exécutif gérant les bâtiments de la Communauté et le personnel du Fonds des Bâtiments scolaires de l'Enseignement officiel subventionné les mêmes possibilités de promotion ou de transfert que celles qui étaient prévues par l'arrêté royal du 13 janvier 1975, modifié par l'arrêté royal du 9 juillet 1984.

Ce cadre et ces règles sont fixés par l'Exécutif.

Pour l'application des procédures statutaires en général, le personnel du Fonds des Bâtiments scolaires de l'Enseignement officiel subventionné relève des organes compétents de l'Exécutif. »

Art. 45. A l'article 9 du décret précité les mots « et avec son statut actuel » sont supprimés à la date d'entrée en vigueur des règles statutaires visées à l'article 8, § 5, 2° du même décret.

CHAPITRE IV. — Dispositions générales

Art. 46. Par dérogation au décret du 28 janvier 1991 relatif aux aliénations d'immeubles domaniaux appartenant à la Communauté française, l'Exécutif est autorisé, durant l'année 1992, à aliéner publiquement, de gré à gré ou par voie d'échange, les immeubles domaniaux de toute nature et ce quelle qu'en soit la valeur. L'Exécutif est parallèlement autorisé à aliéner tout droit réel immobilier.

Ces dérogations continuent à s'appliquer aux aliénations d'immeubles domaniaux décidées durant l'année 1992 et non encore réalisées au 31 décembre 1992.

Art. 47. Le présent décret produit ses effets le 1^{er} janvier 1992, à l'exception des articles 27, 28, 29, 34, 35, 36, 37 et 38 qui entrent en vigueur le 1^{er} juillet 1992.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 26 juin 1992.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,
chargé de la Culture et de la Communication,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique
et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre de l'Education,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Mme M. DE GALAN

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 92 — 2349

26 JUNI 1992. — Decreet. — Programma (1)

[S-C — 29489]

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I.— Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken

Artikel 1. De Executieve is ertoe gemachtigd, in naam en voor rekening van de hierna vermelde instellingen, onderhandelingen aan te vatten over leningen en deze aan te gaan; deze leningen stemmen overeen met het gedeelte van de toelage die in 1992 aan elke instelling werd toegekend; dat gedeelte wordt als « niet-gestort » in de notificatie vermeld die hen respectievelijk door de Executieve is toegezonden. Dit gedeelte bedraagt voor 1992, 12,11 pct van elke toelage.

(1) Buitengewone zitting 1992.

Stukken van de Raad. Nrs 39 - nr. 1 : Ontwerp van decreet; nr 2 : Verslag; nrs 3 en 4 : Amendementen.

Integrale verslagen. — Bespreking : zittingen van 22 en 23 juni 1992. — Aanneming : zitting van 23 juni 1992.

Deze leningen zijn gewaarborgd door de Franse Gemeenschap. De terugbetalingen in kapitaal, intresten en kosten die jaarlijks voortvloeien uit deze leningen, vallen ten laste van de begroting van elk van bedoelde instellingen; vanaf 1993 worden de jaarlijkse toelagen aan deze instellingen verhoogd ten belope van een bedrag dat toelaat de kosten die voortvloeien uit deze leningen, volledig te dekken.

De bedoelde instellingen van openbaar nut zijn de volgende :

- « Radio-Télévision belge de la Communauté française » (RTBF);
- « Commissariat général aux Relations internationales »;
- « Fonds communautaire pour l'Intégration sociale et professionnelle des Personnes handicapées »;
- « Office de la Naissance et de l'Enfance »;
- « Agence de Prévention du Sida ».

Art. 2. In artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1987 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten wordt een lid 7 ingevoegd, luidend als volgt :

« Door toedoen van de Executieve en binne de door de Executieve bepaalde perken, neemt het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten de betaling van de syndicale premie ten laste die vanaf 1991 aan de werknemers van de sector wordt uitbetaald. »

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt een artikel 1 ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten neemt de kosten ten laste van de diensten voor vroegtijdige hulpverlening aan gehandicapte kinderen volgens de voorwaarden bepaald bij het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 12 juli 1990 houdende organisatie van de erkenning en de toekenning van toelagen aan de diensten voor vroegtijdige hulpverlening aan gehandicapte kinderen. »

Art. 4. Artikel 4 van het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (ONE), gewijzigd bij het decreet van 12 maart 1990, wordt als volgt aangevuld :

« 10° De opbrengst van de door de « Office » aangegane leningen. »

Art. 5. Voor 1992 wordt de opbrengst van een lening voor een duur van tien jaar en voor een bedrag van 100 miljoen waarvan de intrest- en aflossingslasten worden gedekt door de begroting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », mits aanpassing vanaf 1993 van de toelage die haar wordt toegekend, zodat de voormelde lasten integraal worden gecompenseerd, bestemd voor de lasten van achterstallige bedragen, die voortvloeien uit de aansluiting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » bij het pensioenstelsel, dat geregeld is door de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden.

Art. 6. Artikel 20, § 5, van het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (ONE), gewijzigd bij het decreet van 12 maart 1990, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 5. Onder voorbehoud van goedkeuring door de Executieve, bestemt de raad van beheer de netto-opbrengst van het dienstjaar :

1° voor de speciale reserves ten belope van de opbrengsten van de fondsen die een bijzondere affectatie hebben gekregen door een schenking, een legaat of een stichting;

2° voor de aanzuivering van de tekorten van vroeger;

3° voor de overdracht naar het volgend dienstjaar. »

Art. 7. Artikel 1, § 1, van het decreet van 19 juni 1989 houdende organisatie van de erkenning en de toekenning van toelagen aan de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De publiekrechtelijke personen en de verenigingen zonder winstoogmerk, die tot doel hebben de zorgverleningen en de thuisverzorging te coördineren van personen die hun autonomie verloren hebben, kunnen, op eigen verzoek, door de Executieve van de Franse Gemeenschap erkend worden als « Centres de coordination de soins et de services à domicile », hierna « Erkende Centra » genoemd, indien zij beantwoorden aan de voorwaarden bepaald bij of krachtens het decreet.

De Executieve van de Franse Gemeenschap legt, binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen en volgens algemene criteria die zij bepaalt, een programmatie op betreffende het aantal te erkennen centra voor coördinatie.

De erkende coördinatiecentra nemen deze opdracht exclusief waar of door het gelijktijdig verlenen van zorgverleningen of thuisverzorgingen. »

Art. 8. In artikel 3, § 1, van de wet van 22 maart 1971 tot subsidiëring van de bouw van rustoorden voor bejaarden, gewijzigd bij de wet van 15 juli 1976, wordt het woord « maximum » ingelast voor de woorden « 60 pct ».

Art. 9. In het decreet van 10 mei 1984 betreffende de rusthuizen voor bejaarden wordt er een artikel 2bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 2bis. Elk ontwerp tot opening of uitbreiding van een in artikel 1 bedoelde instelling moet een principieel akkoord van de Executieve hebben gekregen. De modaliteiten voor de toekenning van dit principieel akkoord worden door de Executieve vastgesteld. »

Art. 10. In het decreet van 18 juni 1990 tot overdracht van bevoegdheden aan de Franse Gemeenschapscommissie wordt er een artikel 14bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 14bis. De uitbetaling van de dotaties en toelagen aan de Commissie kan gedaan worden bij kredietopeningen, binnen de perken van de begrotingskredieten. »

Art. 11. In het decreet van 12 december 1977 houdende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) » wordt er een artikel 20bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 20bis. De Executieve kan ten belope van 3 miljard frank borg staan voor de leningen die door het Instituut aangegaan worden in het kader van haar meerjarenplan voor investeringen. »

Art. 12. Art. 20, § 1, 1°, zin twee, van het decreet van 12 december 1977 houdende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) », zoals gewijzigd bij het decreet van 4 juli 1989, is niet van toepassing voor 1992 op het bedrag van de kredieten bestemd voor de openbare dienst voor radio en televisie.

Art. 13. Art. 37bis van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector, gewijzigd bij artikel 52 van het decreet van 19 juli 1991, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Executieve mag de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) » en de bij dit decreet bedoelde instellingen voor radio-omroep toelating geven een zendstation of een net van radiocommunicatie aan te leggen en te laten werken met het oog op een radio-omroep of met de bedoeling een radio-omroep te verzekeren en signalen te ontvangen die via satellieten, hertz-golven, per kabel of per telefoonverbinding worden uitgezonden of overgebracht.

De Executieve bepaalt de modaliteiten voor het toekennen, het opheffen en het intrekken van de vergunning. »

Art. 14. Voor 1992 mag de Executieve lid 2 van artikel 28, § 1, 6° van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector, zoals gewijzigd bij artikel 40 van het decreet van 19 juli 1991, toepassen zonder het voorafgaand advies van de Ethiek-commissie voor reclame te hebben ingewonnen.

Art. 15. De Executieve is ertoe gemachtigd de uitvoering van de financiële verplichtingen te waarborgen die voortvloeien uit leningen aangegaan door de instellingen en ondernemingen werkzaam in de culturele afdelingen van de audiovisuele sector, in het bioscoop-, het muziek-, het boekwezen en het toneel, met het oog op de realisatie van bijzondere projecten.

Het waarborgcijfer wordt volgens de obligo's op het kredietkapitaal toegepast. Het is ten hoogste 75 % en hangt af van het risico-onderzoek.

De Executieve bepaalt, per kredietsoort en per activiteitssector, het plafond van deze waarborg, de maximale intrestvoeten die in aanmerking worden genomen en, desgevallend, het percentage van een « Commissie voor tussenkomst » ten bate van de Franse Gemeenschap. Zij bepaalt de begrotingsmiddelen die als « waarborgfonds » moeten dienen en, met het oog op financiële zekerheid, stelt zij de verhouding vast, die niet mag overschreden worden, tussen het bedrag van dit fonds en het bedrag van het obligo van de gevaarborgde kredieten.

Art. 16. § 1. De Executieve mag binnen de perken van de begrotingskredieten aan de provincies, gemeenten en aan de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest toelagen toekennen voor uitrustings- en verbouwingswerken voor de verbetering van de uitbreiding van de cultuur.

§ 2. De geraamde kosten van in lid 1 bedoelde werken mogen niet hoger zijn dan twee miljoen frank exclusief BTW. Dit bedrag is gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijs; het begincijfer is dat van de maand waarin dit decreet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

De Executieve mag een plafond vaststellen voor het totaal bedrag van de betoelaagbare uitgaven in verband met een bepaald werk.

§ 3. Het bedrag van de in § 1 bedoelde toelage is gelijk aan 50 % van de kosten van de voor de toelage goedgekeurde werken.

Art. 17. Het besluit van de Executieve van 22 februari 1974 betreffende de tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap inzake toelagen voor het uitvoeren van culturele en sportinfrastructuurwerken, uitgevoerd door de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 19 september 1991, wordt bevestigd.

In artikel 2, a, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 19 september 1991, worden de woorden « de bioscopen, de mediatheken van de Franse Gemeenschap » gevoegd tussen de woorden « musea » en de woorden « locale en communautaire televisies ».

HOOFDSTUK II. — *Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming*

Art. 18. Artikel 4 van de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut van de personeelsleden van het rijks-onderwijs wordt vervangen door onderstaande bepaling :

« Art. 4. Niemand mag in een wervingsambt benoemd worden tenzij hij :

1° Belg is of staatsburger van een andere lid-Staat van de Europese Gemeenschap, behoudens afwijking, toegestaan door de Executieve;

2° een bekwaamheidsbewijs in overeenstemming met het ambt bezit;

3° een proeftijd volbracht heeft, waarvan de Executieve de duur vaststelt. »

Art. 19. Artikel 28, 1° van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijs-wetgeving, wordt vervangen door :

« 1° die Belg zijn of staatsburger van een andere lid-Staat van de Europese Gemeenschap, behoudens afwijking, toegestaan door de Executieve. »

Art. 20. In afwijking van artikel 32, § 3 van voormelde wet van 29 mei 1959 worden de werkingstoelagen per regelmatig leerling voor het schooljaar 1991-1992 vastgesteld op het bedrag toegekend voor 1988-1989 op grond van artikel 7 van de wet van 1 augustus 1988 houdende dringende maatregelen inzake onderwijs, verhoogd met 2,5 %.

In afwijking van artikel 52, c en d van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de PMS-centra worden de toelagen voor het schooljaar 1991-1992 vastgesteld op het bedrag toegekend voor 1988-1989 op grond van artikel 10 van de wet van 1 augustus 1988 houdende dringende maatregelen inzake onderwijs, verhoogd met 2,5 %.

De werkingskredieten van de scholen en onderwijsinstellingen van de Franse Gemeenschap, behalve de universiteiten, worden voor het schooljaar 1991-1992 met 2,5 % verhoogd.

Art. 21. De forfaitaire kostprijs per student in de richtingen vermeld in de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen wordt voor 1992 vastgesteld op de forfaitaire kostprijs voor 1991, verhoogd met 2,5 %.

Art. 22. Op de verrichtingen bedoeld in artikel 5 van het besluit van de Executieve d.d. 18 november 1991 betreffende de universitaire investeringen, de verkoop van roerende goederen en de zakelijke rechten hierop, zijn niet toepasselijk :

1° de wet van 22 april 1958 tot oprichting van een fonds voor schoolgebouwen en gebouwen in schoolverband van het Rijk en houdende maatregelen betreffende de onroerende installaties in universitaire instellingen die geheel of gedeeltelijk op kosten van de Staat gefinancierd worden;

2° de wet van 2 augustus 1960 betreffende de bijdrage van de Staat in de financiering van de vrije universiteiten en van diverse instellingen voor hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek.

Art. 23. In de wet van 24 juli 1969 betreffende de financiering van de aankoop van gronden door de « Université Libre de Bruxelles » en de « Université Catholique de Louvain » worden opgeheven :

1. artikel 3, gewijzigd bij de decreten van 29 december 1990;

2. artikel 4, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 april 1977 en de decreten van 29 december 1990;

3. artikel 5.

Art. 24. § 1. Deze bepaling geldt :

— voor de personeelsleden bedoeld bij de wetten op het lager onderwijs, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 20 augustus 1957, bedoeld in artikel 79, bij de wet van 1 april 1960 op de diensten voor studie- en beroeps-oriëntering en de PMS-centra, zoals gewijzigd, bij de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut van de personeelsleden van het rijks-onderwijs, alsook voor het wetenschappelijk personeel van de universitaire instellingen;

— voor de leden van het personeel bedoeld bij de wet van 1 april 1960 op de diensten voor studie- en beroeps-oriëntering en de PMS-centra, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 467 van 1 oktober 1980;

— voor het personeel dat een weddetoelage of een wachtweddetoelage geniet krachtens de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inzonderheid artikel 26;

— voor het administratief personeel, meesters-, vak- en dienstpersoneel van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, bedoeld bij de wet van 22 juni 1984 betreffende het statuut van de personeelsleden van het rijksonderwijs, alsook voor het administratief, technisch en werkliedenpersoneel van de universitaire instellingen waarop de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen toepasselijk is;

— voor het academisch personeel van de universitaire instellingen.

§ 2. Het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 waarbij een eindejaarstoelage toegekend wordt aan sommige titularissen van een ambt bezoldigd ten laste van de Openbare Schatkist, is vanaf 1 januari 1990 niet meer toepasselijk op het in § 1 bedoelde personeel.

§ 3. Op dezelfde voorwaarden als voor de toekenning van een eindejaarspremie, bedoeld in voormeld koninklijk besluit van 23 oktober 1979, worden aan de leden van voormeld personeel ten hoogste 180 maaltijdbons ter waarde van ten minste F 144 toegekend voor een voltijdse functie; hiervan komt F 44 ten laste van de begunstigde.

§ 4. Deze bepaling geldt voor één jaar en gaat in op 1 januari 1992.

Art. 25. Artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 471 van 24 november 1986 tot beperking van het aantal verloven wegens opdracht, toegekend aan personeelsleden van het onderwijs en de PMS-centra, wordt opgeheven.

Art. 26. In artikel 83, 1e lid, van de herstellwet van 31 juli 1984, gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1976, worden de woorden « de opvangcentra en technische centra » ingevoegd na « de tehuizen ».

Art. 27. Artikel 59, § 1, van de wet van 21 juni 1983 betreffende het onderwijs wordt door volgende paragraaf vervangen :

« § 1. Een specifiek inschrijvingsrecht is vereist voor de niet-leerplichtige leerlingen en studenten die geen staatsburger van een lid-Staat van de Europese Gemeenschappen zijn en wier ouders of wettelijke voogd geen Belg zijn en niet in België verblijven. »

Art. 28. De in vorig artikel bedoelde inschrijvingsrechten worden gestort op artikel 16.01 van de ontvangstenbegroting van de Gemeenschap.

Art. 29. Artikel 2, 2e lid van het decreet van 12 juli 1990 tot wijziging van de onderwijswetgeving wordt vervangen door :

« Het bedrag van dit recht wordt gestort op artikel 16.01 van de ontvangstenbegroting van de Franse Gemeenschap. »

Art. 30. Artikel 12 van hetzelfde decreet wordt vervangen door :

« Artikel 12. De ontvangsten rechten voor inschrijving, gelijkwaardigheid van buitenlandse studiebewijzen met de Belgische of homologatie van diploma's worden gestort op artikel 16.01 van de ontvangstenbegroting van de Franse Gemeenschap. »

Art. 31. Artikel 3 van het decreet van 18 december 1984 tot regeling van het afstandsonderwijs van de Franse Gemeenschap wordt vervangen door :

« Voor de leergangen van de Franse Gemeenschap wordt een inschrijvingsrecht geïnd, volgens modaliteiten die de Executieve vaststelt.

Voor de levering van huiswerkpapier en omslagen en het gebruik van audiovisueel of ander materieel kan een bijdrage gevorderd worden, waarvan de Executieve het bedrag vaststelt. »

Art. 32. Voor het schooljaar 1991-1992 zullen de bepalingen van artikel 13 van het koninklijk besluit nr. 460 van 17 september 1986 tot vaststelling van het rationalisatie- en het programmatieplan van het hoger onderwijs van het korte type en tot wijziging van de wetgeving betreffende de organisatie van het hoger onderwijs van het lange type, van artikel 17, § 5 van de wet van 18 februari 1977, gewijzigd bij artikel 17 van voormeld koninklijk besluit nr. 460, niet toepasselijk zijn.

Voor het schooljaar 1992-1993 kan een afdeling voor hoger onderwijs van het korte type, bedoeld in artikel 14 van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, alleen vervangen worden als ze door de inrichtende macht georganiseerd werd in 1991-1992, op gunstig advies van de Vaste Raad voor hoger onderwijs en na de instemming van de Executieve.

Art. 33. § 1. Voor het schooljaar 1992-1993 moet, behoudens afwijking, toegestaan door de Executieve, de oprichting van een optie in een inrichting voor secundair onderwijs van type I voldoen aan :

1° de programmatieregels voorkomend in artikel 39 van het koninklijk besluit van 30 maart 1982 betreffende de scholengemeenschappen voor secundair onderwijs en houdende het rationalisatie- en programmatieplan voor het secundair onderwijs met volledig leerplan;

2° de oprichtingsnorm bepaald in de artikelen 4 tot 8 van koninklijk besluit nr. 49 d.d. 2 juli 1982 betreffende de normen voor oprichting en behoud in het secundair onderwijs van type I;

3° onderstaande vereisten tijdens het studiejaar waarin de optie voor het eerst georganiseerd wordt :

— elke oprichting van een eenvoudige basisoptie moet gecompenseerd worden door de gelijktijdige afschaffing van een andere eenvoudige basisoptie op hetzelfde niveau;

— elke oprichting van een gegroepeerde basisoptie moet gecompenseerd worden door de gelijktijdige afschaffing van een andere gegroepeerde basisoptie op hetzelfde niveau;

— elke oprichting van een aanvullende optie moet gecompenseerd worden door de gelijktijdige afschaffing van een andere aanvullende optie op hetzelfde niveau.

De gelijktijdige afschaffing van een optie op hetzelfde niveau kan gebeuren :

— in de inrichting waar de nieuwe optie geopend wordt;

— in een van de andere inrichtingen die de inrichtende macht op het grondgebied van dezelfde gemeente organiseert;

— in een van de andere inrichtingen van de scholengemeenschap die tot hetzelfde net behoort als de inrichting die de nieuwe optie organiseert.

In afwijking van punt 3 hierboven wordt elke optie van het 5e jaar van de 3e graad die de enige mogelijkheid uitmaakt om in dezelfde inrichting of in dezelfde scholengemeenschap een in de 2e graad aangevatte opleiding voort te zetten, zonder compensatie toegelaten voor zover ze aan de bij bovenvermeld punt 1 vastgestelde voorwaarden voldoet.

§ 2. De oprichting van een nieuwe optie in het 5e specialisatie- of volmakingsjaar van het technisch en/of beroepsonderwijs, alsmede de 7e jaren van het algemeen en technisch secundair onderwijs, is aan de in de punten 1°, 2° en 3° van § 1 vastgestelde regels onderworpen.

Het voortzetten van de studies in een 5e volmakings- of specialisatiejaar wordt echter zonder beperking toegelaten in de studierichtingen waar alleen het kwalifikatiegetuigschrift dat de 2e graad bekrachtigt, wordt uitgereikt na afloop van het 5e jaar.

Het voortzetten van de studies in een 7e jaar van het beroepsonderwijs dat tot een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs leidt, wordt eveneens toegelaten zonder andere beperking dan de in § 1, 1^o en 2^o vermelde.

Anderzijds, indien een of meer 7e jaren van het beroepsonderwijs van dit type reeds in de inrichting bestaan, mag een nieuw 7e jaar van hetzelfde type slechts geopend worden op voorwaarde dat ten minste twee derde van de lessen met een ander studiejaar gevolgd worden.

Art. 34. Artikel 39 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 434 van 5 augustus 1988 en bij de decreten van de Franse Gemeenschap d.d. 12 juli 1990 en 10 juli 1991, wordt door volgende bepaling vervangen :

§ 1. Het bedrag van het jaarlijks inschrijvingsrecht op de rol is vastgesteld op F 350.

§ 2. Het bedrag van het inschrijvingsrecht voor de cursussen van een studiejaar, voor een doctoraatsexamen met verhandeling of voor een aggregatie voor het hoger onderwijs is vastgesteld op F 22 000.

Het bedraagt F 6 100 voor de inschrijving voor een aggregatie voor het hoger secundair onderwijs of een aanvullend examen.

Die bedragen worden respectievelijk verminderd tot F 2 000 en F 650 voor een student die een toelage geniet, toegekend door de dienst studietoelagen van de Franse Gemeenschap krachtens de wet van 19 juli 1971 tot toekenning van studietoelagen en -leningen en het decreet van 7 november 1983 tot regeling, voor de Franse Gemeenschap, van de studietoelagen en leningen, gecoördineerd op 7 november 1983, of voor een student, houder van een attest van beursstudent, uitgereikt door het ABOS.

§ 3. Het inschrijvingsrecht voor de examens bedraagt F 1 000. Dit bedrag wordt verminderd tot F 300 voor een beursstudent bedoeld in § 2, 3e lid, van dit artikel.

§ 4. De in de §§ 1, 2 en 3 hierboven bedoelde bedragen zijn als volgt gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen :

Basisbedrag x indexcijfer van de maand november vóór de opening van het betrokken academiejaar
Indexcijfer november 1991

Die bedragen worden tot het lagere vijftigtal afgerond.

§ 5. De universitaire instellingen mogen een recht innen bij de uitreiking van het origineel of van een afschrift van de diploma's, getuigschriften en attesten, van welke aard ook.

§ 6. De opbrengst van die rechten wordt toegekend aan het niet-gereserveerd eigen vermogen van de universitaire instellingen.

Art. 35. De §§ 2, 2bis, 2ter en 2quater van artikel 12 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, gewijzigd bij de decreten van de Franse Gemeenschap d.d. 12 juli 1990 en 19 juli 1991, gedeeltelijk vernietigd bij arrest van het Arbitragehof nr. 33/92 d.d. 7 mei 1992, worden door volgende bepalingen vervangen :

« § 2. Een schoolgeld moet betaald worden door de studenten van de instellingen voor hoger onderwijs met volledig leerplan van het korte type, het lange type en de 2e en de 3e graad, van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde koninklijke muziekconservatoria en van het « Institut de musique et de pédagogie musicale » te Namen.

De Executieve bepaalt het bedrag van dit schoolgeld :

1^o in het hoger onderwijs van het korte type, het hoger onderwijs van de tweede graad, de koninklijke muziekconservatoria en het « Institut de musique et de pédagogie musicale » te Namen, tussen 5 000 en 6 500 frank;

2^o in het hoger onderwijs van de derde graad, tussen 7 500 frank en 9 750 frank;

3^o in het hoger onderwijs van het lange type, tussen 10 000 en 15 000 frank;

4^o op 2 000 frank voor de inschrijving voor een aggregatie voor het hoger secundair onderwijs of voor een aanvullend examen.

Voor de studenten die een toelage genieten die wordt toegekend door de dienst studietoelagen van de Franse Gemeenschap krachtens de wet van 19 juli 1971 tot toekenning van studietoelagen en -leningen en het decreet van 7 november 1983, dat voor de Franse Gemeenschap de studietoelagen en -leningen regelt, gecoördineerd op 7 november 1983, alsook voor de studenten die houder zijn van een attest van beursstudent uitgereikt door het ABOS, worden deze bedragen respectievelijk teruggebracht tot 1 000 frank in het hoger onderwijs van het korte type, het onderwijs van de tweede graad, de koninklijke muziekconservatoria alsook in het IMEP, en tot 1 500 frank in het hoger onderwijs van de 3e graad of van het lange type.

De in deze paragraaf bedoelde bedragen zijn als volgt gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen :

Basisbedrag x indexcijfer voor de maand november vóór de opening van het betrokken academiejaar
Indexcijfer november 1991

De Executieve bepaalt de wijze van inning van het schoolgeld.

§ 2bis. De werkingstoelagen van de instellingen voor hoger onderwijs met volledig leerplan van het korte type en van de 3e graad, gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden verminderd met het bedrag, geïnd als schoolgeld, zoals bepaald in § 2.

§ 2ter. De bedragen geïnd als schoolgeld, zoals bepaald in § 2, door de instellingen met volledig leerplan van het lange type, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden voor een deel in het eigen vermogen van de instelling gestort, o.m. ten behoeve van de sociale dienst.

De Executieve bepaalt welk deel in het eigen vermogen gestort wordt, met een minimum van 50 % van het door de instelling als schoolgeld ontvangen bedrag.

§ 2quater. De studenten waarvoor het in § 2 opgelegde schoolgeld op 1 december van het lopende academiejaar niet betaald werd, tellen voor de financiering niet mee.

§ 2quinques. De artikelen 1 en 2 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 13 augustus 1990 tot vaststelling van het minimumbedrag en van de voorwaarden voor de vrijstelling van het bij artikel 12, § 2, van de wet van 29 mei 1959 opgelegde schoolgeld, worden opgeheven. »

Art. 36. Artikel 6, § 1, van het decreet van 12 juli 1990 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, ter aanvulling van artikel 12, § 3, van de gelijknamige wet van 29 mei 1959, wordt door volgende bepaling vervangen :

« Het bedrag van het inschrijvingsrecht in het onderwijs voor sociale promotie bedoeld in artikel 12, § 3 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, is per schooljaar vastgesteld als volgt :

— in het secundair onderwijs voor sociale promotie : F 12 per lestijd van 50 minuten tot de 150e lestijd en F 5 na de 150e lestijd, met een minimum van F 1 500 en een maximum van F 5 000;

— in het hoger onderwijs voor sociale promotie : F 15 per lestijd van 50 minuten tot de 150e lestijd en F 0 na de 150e lestijd, met een minimum van F 2 000 en een maximum van F 6 000;

— in het secundair en hoger onderwijs voor sociale promotie : F 30 per lestijd van 50 minuten, met een minimum van F 3 000 en een maximum van F 7 000 in de beroepsgerichte afdelingen, opleidingen of opleidings-eenheden. »

Art. 37. In artikel 7 van het decreet van 12 juli 1990 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijs-wetgeving, ter aanvulling van artikel 12, § 3, van de gelijknamige wet van 29 mei 1959 worden de woorden « beslist door de Executieve van de Franse Gemeenschap » vervangen door : « gespreid over de begrotingsartikelen bestemd voor de betaling van de werkingskredieten of -toelagen, bij beslissing van de Executieve, en geregulariseerd in het aanpassingsblad ».

Art. 38. In artikel 12, § 3 van voormelde wet van 29 mei 1959 vervallen de woorden « de personen ingeschreven voor een opleiding met een duur van minder dan 40 lestijden per jaar ».

HOOFDSTUK III. — Bepalingen betreffende de schoolgebouwen

Art. 39. In afwijking van artikel 5, § 4, van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde niet-universitair onderwijs bedraagt de dotatie van het begrotingsfonds voor de schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap 1.200 miljoen frank voor 1992.

In afwijking van artikel 8, § 3, b, van hetzelfde decreet bedraagt de dotatie van het gebouwenfonds voor het gesubsidieerd officieel onderwijs 440 miljoen frank voor 1992.

Art. 40. Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« § 7. In het kader van het energiebeheer voor schoolgebouwen die deelnemen aan de in § 5 bepaalde opdrachten, kan de Executieve een beroep doen op derden als investeerders en de modaliteiten vaststellen voor financiële transfers tussen de betrokken onderwijsinrichtingen en het begrotingsfonds.

§ 8. Het begrotingsfonds maakt zijn begroting op, met de uiteenzetting van al zijn ontvangsten en uitgaven en legt het de Executieve vooraf ter goedkeuring voor. »

Art. 41. In 1992 kan de opbrengst van de vervreemdingen, in afwijking van artikel 5, § 4, punt 2, van hetzelfde decreet, gestort worden op artikel 78.01 van de ontvangstenbegroting van de Gemeenschap, bij beslissing van de Executieve.

Die afwijking geldt ook voor de vervreemding van onroerende goederen, waartoe in 1992 beslist werd en die op 31 december 1992 nog niet verricht was.

Art. 42. Artikel 8 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met volgende paragraaf :

« § 7. Het gebouwenfonds voor het gesubsidieerd officieel onderwijs maakt zijn begroting op, met de uiteenzetting van al zijn ontvangsten en uitgaven, en legt het de Executieve vooraf ter goedkeuring voor. »

Art. 43. In afwijking van artikel 11, § 4 van hetzelfde decreet wordt het maximumbedrag van de leningen die voor het vrij net gewaarborgd kunnen worden, vastgesteld op 830 miljoen voor 1992 en 970 miljoen voor 1993.

Art. 44. Artikel 8, § 5, 2° van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde niet-universitair onderwijs wordt vervangen door :

« 2° het nodige personeel werven binnen de perken van de formatie en overeenkomstig de statutaire regels die tussen het personeel van de dienst van de Executieve die de gebouwen van de Gemeenschap beheert en het personeel van het gebouwenfonds voor het gesubsidieerd officieel onderwijs dezelfde bevorderingskansen of overgangsmogelijkheden waarborgen als onder de gelding van het koninklijk besluit van 13 februari 1975, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 juli 1984. »

De Executieve bepaalt die formatie en die regels.

Voor de toepassing van de statutaire procedure in het algemeen ressorteert het personeel van bedoeld fonds onder de bevoegde organen van de Executieve. »

Art. 45. In artikel 9 van voormeld decreet vervallen de woorden « en met zijn huidig statuut » op de datum waarop de in artikel 8, § 5, 2° van het decreet bedoelde statutaire regels van kracht worden.

HOOFDSTUK IV. — Algemene bepalingen

Art. 46. In afwijking van het decreet van 28 januari 1991 betreffende de vervreemding van de onroerende domeingoederen die eigendom zijn van de Franse Gemeenschap, wordt de Executieve gemachtigd onroerende domeingoederen van alle aard en van onverschillig welke waarde openbaar, uit de hand of bij wijze van ruiling te vervreemden. De Executieve wordt tevens gemachtigd elk onroerend zakelijk recht te vervreemden.

Die afwijkingen blijven van toepassing op de beslissingen tot vervreemding van onroerende domeingoederen die gedurende het jaar 1992 werden getroffen en die op 31 december 1992 nog niet waren uitgevoerd.

Art. 47. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1992, met uitzondering van de artikelen 27, 28, 29, 34, 35, 36, 37 en 38, die op 1 juli 1992 in werking treden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 26 juni 1992.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap, belast met Cultuur en Communicatie,

B. ANSELME

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs,

E. DI RUPO

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

Mevr. M. DE GALAN